



Le métropolite Hilarion : Le projet de loi sur les confessions religieuses au Monténégro est une grossière violation de la volonté de la majorité des habitants du pays

Dans des commentaires à l'agence d'information TASS, le métropolite Hilarion de Volokolamsk, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, a commenté l'introduction à l'examen du parlement du Monténégro d'un projet de loi discriminatoire sur la liberté de religion et de croyance religieuse, et sur la situation juridique des organisations religieuses.

Un regrettable précédent d'ingérence d'un état laïc dans les affaires de l'Église se produit au Monténégro, où l'état a récemment approuvé et renvoyé à l'examen du parlement du projet de loi discriminatoire sur les croyances religieuses, rendant possible l'appropriation par l'état des biens immobiliers des organisations religieuses. De nombreuses églises, des monastères et d'autres biens immobiliers acquis ou bâtis avant le 1^{er} décembre 1918 tombent sous le coup de cette loi.

Le Saint-Synode de l'Église orthodoxe russe a déjà exprimé dans une déclaration datant du 9 juillet 2019 son inquiétude devant la préparation de ce projet de loi, à propos duquel la Commission de Venise a déjà fait de sérieuses remarques.

Le projet de loi est évidemment dirigé contre les intérêts du Patriarcat de Serbie, dont les rapports avec les autorités monténégrines, au contraire des autres confessions religieuses, ne sont toujours régis par aucun accord. En même temps, la possible adoption de ce projet de loi inquiète sérieusement le Vatican, ainsi que d'autres organisations religieuses au Monténégro.

La majeure partie des biens immobiliers à caractère religieux sur le territoire du Monténégro relève précisément des diocèses de l'Église orthodoxe serbe. Cela tient à sa présence depuis plus de huit siècles sur le territoire de l'actuel Monténégro, et reflète sa contribution fondamentale à la formation de l'état monténégrin. La majorité des orthodoxes du Monténégro appartient à l'Église orthodoxe serbe. Ils ont exprimé leur indignation dans une assemblée populaire qui a rassemblé des milliers de personnes à Podgorica, le 15 juillet, 2019 contre le projet de loi discriminatoire. Plus de 100 000 citoyens ont signé une pétition contre le projet de loi, dont des personnalités connues et influentes.

Le président du Monténégro, M. Djoukanovic, a déclaré à plusieurs reprises que la nouvelle loi

garantirait pleinement les droits religieux de chaque citoyen. Mais on est au regret de constater que ce n'est pas le cas : sous sa forme actuelle, le projet de loi est une violation grossière de la volonté exprimée par la majorité des citoyens.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/45814/>